

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 17 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LNUF Lactalis Nestlé Ultra-Frais Laval

ZI des Touches
Boulevard Arago
53810 Changé

Références : 2024-576_SOCIETE LAITIERE DE LAVAL LACTALIS LNUF_INSP_RAP
Code AIOT : 0006300909

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement LNUF Lactalis Nestlé Ultra-Frais Laval implanté ZI des Touches Boulevard Arago 53810 Changé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LNUF Lactalis Nestlé Ultra-Frais Laval
- ZI des Touches Boulevard Arago 53810 Changé
- Code AIOT : 0006300909
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Lactalis Nestlé Ultra-Frais à Changé dispose de 10 lignes de conditionnement. Les pots en plastique sont fabriqués sur site. L'usine emploie environ 208 personnes (conditionnement : 120, maintenance : 35, process : 15, magasin : 10 et administration : 10 personnes, Qualité : 17 personnes). Cependant, le site regroupe également des activités de logistique (environ 350 personnes). Plusieurs sociétés du même groupe exercent des activités indépendantes sur ce site.

L'usine reçoit en moyenne 250 000 litres de lait par jour. Elle reçoit également du lait bio. Le marché de l'ultra-frais est en baisse depuis 10 ans, baisse de 2 % par an pour la consommation française.

Thèmes de l'inspection : Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rétention des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/02/2003, article 25.5	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
8	Prévention du risque incendie - détection	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 Annexe II	/	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Susceptible de suites	Sans objet
2	Déclinaison plan d'action associée aux sites soumis à vigilance renforcée	Lettre du 26/03/2021, article /	Susceptible de suites	Sans objet
4	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46-I et II	/	Sans objet
5	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018	/	Sans objet
6	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	/	Sans objet
7	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Prévention du risque incendie - Modélisation des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats de la présente visite d'inspection, l'exploitant est tenu de mettre en oeuvre des actions correctives et/ou de transmettre des justificatifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 29/06/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <u>Rappel du constat de la visite d'inspection du 29/06/2023 :</u> <p>La méthodologie déclinée par le bureau d'étude a respecté la norme NF X31-620-4 - Qualité du sol - Prestations de services relatives aux sites et sols pollués - Partie 4 : exigences dans le domaine des prestations d'exécution des travaux de réhabilitation. L'effectivité des travaux a été constatée lors de la visite des installations.</p> <p>En application de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, il est nécessaire, quand la suppression des pollutions n'est pas possible, de garantir que les impacts provenant des pollutions résiduelles sont maîtrisés et acceptables tant pour les populations que pour l'environnement. A ce titre, l'exploitant est tenu de compléter son dossier de suivi de dépollution en apportant les éléments permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> de garantir que les usages actuels des sols soient compatibles avec les niveaux résiduels de pollution dans les sols

- d'évaluer, par la mise à jour du schéma conceptuel, les risques de transfert de pollution via les eaux souterraines et en cas de risque avéré ou suspecté, la réalisation d'une levée de doute par une mesure de la qualité des eaux souterraines en aval de la zone impactée.

Constat de la présente visite d'inspection :

Par courriel en date du 01/09/2023, l'exploitant a transmis la version modifiée de son rapport de suivi de pollution lors du démantèlement de la rétention de la cuve aérienne de fioul lourd de 100 m³ (Rapport SEREA - SER21299-3 d'août 2023). Le rapport a été complété avec les données issues de l'étude de vulnérabilité de novembre 2021 et l'actualisation du schéma conceptuel en prenant en compte la pollution résiduelle au droit de la zone de travaux. Considérant notamment que les eaux souterraines sont peu vulnérables et l'absence de captage d'eaux souterraines recensé pour un usage sensible, le rapport conclut que *"le schéma conceptuel a mis en évidence l'absence de risque potentiel pour les usagers du site et l'absence de risque de transfert de pollution vers les eaux souterraines. L'usage actuel de la zone de travaux est compatible avec les concentrations résiduelles de pollution présentes à l'issue des travaux."*

Compte tenu du maintien d'une pollution résiduelle et de la poursuite de l'exploitation d'une ICPE au droit du site, une fiche InfoSols sera créée afin de garantir la conservation de la mémoire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclinaison plan d'action associée aux sites soumis à vigilance renforcée

Référence réglementaire : Lettre du 26/03/2021, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : En application du courrier du 26/03/2021 de la DGPR, la société a été tenue de définir "un plan d'investissements de nature à permettre le respect des valeurs limites, de la convention de raccordement de 2017 et des impositions du BREF agro-alimentaire, avec l'échéancier correspondant et le détail des travaux prévus.
Constats : Par courriel en date du 29/08/2023, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le nouveau bassin tampon de 600 m ³ avait été mis en service le 21/08/2023 et que tous les équipements associés (dégrilleur, neutralisation CO ₂ , préleveur, canal venturi) étaient fonctionnels. La présence des équipements a été constatée lors de la visite des installations. Une copie du procès-verbal de réception des travaux de rénovation datée du 27/11/2023 a été remise à l'inspection des installations classées. Le canal de sortie des eaux usées après le bassin tampon a fait l'objet d'un contrôle de conformité par la société IRH Ingénieur Conseil (Rapport n°PDLP220312-23-497-R0 du 31/08/2023). Le rapport de contrôle conclut que <i>"l'ouvrage de mesure de débit en sortie de la station de prétraitement de l'usine LNUF de Laval est correctement installé. Il ne présente pas de pente ni de rugosité pouvant remettre en cause la mesure de débit. Toutes ses dimensions respectent les normes en vigueur"</i> .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rétention des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2003, article 25.5
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Point de contrôle déjà contrôlé :

<ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction d'incendie sont collectées dans le réseau d'eaux pluviales et d'eaux usées. Elles rejoindront soit le réseau d'eaux usées, soit le bassin d'orage.
Constats : Par courriel en date du 29/11/2024, l'exploitant a transmis les coupes du bassin de tamponnement et de confinement et un plan des réseaux actualisé. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que les travaux sont en cours de finalisation. Les eaux issues du Bassin Versant Est du site sont raccordées au nouveau bassin depuis plus d'un an. Les eaux issues du Bassin Versant Ouest du site sont raccordées au nouveau bassin depuis un mois suite à la mise en service des pompes de relevage. La réception des travaux n'est pas clôturée dans la mesure où l'exploitant attend notamment des justificatifs/explications de la part du maître d'œuvre en ce qui concerne les modalités d'asservissement de la vanne de confinement. A ce jour, le confinement des eaux d'extinction incendie au sein du nouveau bassin est assuré par une vanne manuelle (présence constatée lors de la visite des installations). A l'issue des travaux, la fermeture de la vanne sera automatique après un dépassement d'un des seuils de conductivité ou de pH des eaux. Au jour de la visite d'inspection, l'ensemble des eaux pluviales du site est tamponné à un débit de 3 l/s.ha.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu du constat dressé, l'exploitant transmettra dès réception le procès verbal de réception des travaux associés à la mise en place du bassin de confinement ainsi que des équipements connexes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46-I et II
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Par courrier reçu en Préfecture de la Mayenne le 20 mars 2024, la société LNUF a porté à la connaissance de Madame la Préfète le projet de modification des conditions d'exploitation suivant :

- la construction d'un nouveau bâtiment technique de 21 m² relatif à deux nouveaux silos à sucre. Les 2 anciens silos seront démantelés, les matériaux de démolition seront gérés vers des filières de traitement adaptées. La décharge électrostatique de mise à la terre sera assurée lors du dépotage du sucre ainsi que les liaisons équipotentielles lors des transferts dans l'usine. Le projet sera localisé dans l'enceinte industrielle du site à plus de 200 m des limites de propriété du site
- la création d'un bureau préfabriqué d'environ 35 m² en lien avec l'activité de logistique/transport
- la construction d'un auvent de 20 m² pour héberger le groupe électrogène et d'un local technique de 12 m² en lien avec le pompage des eaux pluviales
- la régularisation de la rubrique 2940-2 de la nomenclature des ICPE. Selon l'exploitant, la fiche de données de sécurité de la colle utilisée pour le collage des cartons a évolué et permet d'appliquer un coefficient d'1/2 comme indiqué dans le nota de la rubrique 2940. La FDS jointe, actualisée le 27/04/2021, mentionne un point éclair supérieur à 200°C, l'absence de mention d'une pression de vapeur et de présence de solvant organique. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que « trempé » (pulvérisation, enduction), la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en oeuvre étant supérieure à 10 kg/j mais inférieure à 100 kg/j, la SOCIETE L.N.U.F. LAVAL est maintenant soumise à Déclaration pour la rubrique 2940-2-a (110 kg/j avec un coefficient 1/2).

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence des nouvelles constructions (nouveau bâtiment technique, bureau préfabriqué et auvent). Ces modifications, jugées non substantielles, seront prises en compte lors d'une prochaine modification des dispositions de l'arrêté préfectoral du 24/02/2003. Un rapport d'instruction à ce sujet sera prochainement transmis à Madame la Préfète.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018

Thème(s) : Produits chimiques, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)

Prescription contrôlée :

Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 :

Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)

1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.

Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :

a) Supérieure à 800 l (A)

b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)

2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :

a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)

b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)

3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :

1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :

a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D)

b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D)

2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)

Constats :

A ce jour, les activités exploitées par la société LNUF ne relèvent pas de la rubrique 1185. Par courriel en date du 29/11/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection un tableau de suivi des équipements frigorifiques soumis à un contrôle d'étanchéité en vertu des dispositions de l'article R. 543-79 du Code de l'environnement.

Dans ce tableau sont recensés 6 équipements frigorifiques d'une capacité unitaire supérieure à 2 kg. La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation est de 51 kg, inférieure au seuil de la Déclaration.

L'exploitant déclare ne pas employer d'équipements frigorifiques contenant du fluide HFO.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78

Thème(s) : Produits chimiques, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

Article R. 543-78 du code de l'environnement

Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.

L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou

d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.

Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

Constats :

L'exploitant fait intervenir les deux opérateurs suivants :

- l'opérateur AXIMA REFRIGERATION (SIRET 44026717700143) dont l'attestation de capacité n°12159 a été délivrée en date du 29/01/2024 par QUALICLIMAFROID, organisme agréé par le ministère de la transition écologique. Cette attestation de capacité a une échéance de validité au 04/02/2029. Une copie de l'attestation de capacité a été remise à l'inspection ;
- l'opérateur AXIMA REFRIGERATION (SIRET 44026717700440) dont l'attestation de capacité n°26476 a été délivrée en date du 01/03/2024 par QUALICLIMAFROID, organisme agréé par le ministère de la transition écologique. Cette attestation de capacité a une échéance de validité au 06/03/2029. Une copie de l'attestation de capacité a été remise à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4

Thème(s) : Produits chimiques, Fréquence des contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 4

Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1^{er} en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.

Constats :

Afin de vérifier la fréquence de contrôle des équipements, les deux dernières fiches d'intervention associées à un contrôle périodique d'étanchéité pour chaque équipement ont été demandées à l'exploitant.

L'ensemble des équipements frigorifiques suivis par l'exploitant sont soumis à une fréquence annuelle de contrôle d'étanchéité (Quantité de teqCO_2 au sein de chaque équipement comprise entre 5 et 50 tonnes).

L'examen des fiches d'intervention remises n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention du risque incendie - détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 Annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des

<p>stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>[...]</p> <p>NOTA : Annexe VII-1 : Le point 12 est applicable à compter du 1^{er} janvier 2023. Les mots « , et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées » ne sont pas applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que la détection incendie est aujourd'hui assurée par le sprinklage des installations. La détection alerte l'exploitant qui peut déclencher manuellement l'alarme associée à l'évacuation. A ce jour, le déclenchement du sprinklage n'est pas asservi au signal d'évacuation. Cela est prévu dans les investissements de l'exploitant en 2025 (intégré dans le remplacement de la centrale d'évacuation incendie). L'exploitant déclare que les dispositions du présent article seront respectées avant la fin de l'année 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite à ce constat, l'exploitant transmettra à l'Inspection l'ensemble des éléments justifiant la conformité réglementaire vis-à-vis du présent article avant la fin de l'année 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 9 : Prévention du risque incendie - Modélisation des effets thermiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Modélisation des effets thermiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1^{er} janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1^{er} janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (réf. document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel en date du 29/11/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection l'étude de dimensionnement de l'intensité des flux thermiques émis en cas d'incendie réalisée par le CNPP (Rapport d'étude n°CR 23 14571 RevA daté du 23/08/2023).</p> <p>Les phénomènes identifiés comme dangereux par le CNPP sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • PhD1 : effets thermiques générés par l'incendie généralisé de l'entrepôt (zone 3)

- PhD2 : effets thermiques générés par l'incendie du barnum logistique (zone 6)
- PhD3 : effets thermiques générés par l'incendie du barnum usine (zone 7/8)
- PhD4 : effets thermiques générés par l'incendie généralisé des zones
9/10/11/12/13/14/15/16/17/27

En synthèse et au regard des prescriptions de l'annexe VIII de l'arrêté du 11/04/2017 modifié, l'étude FLUMILOG menée dans le cadre de l'étude sus-mentionnée ne fait pas apparaître de flux supérieur ou égal à 8 kW/m² en dehors des limites du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°9 : Prévention du risque incendie - Modélisation des effets thermiques

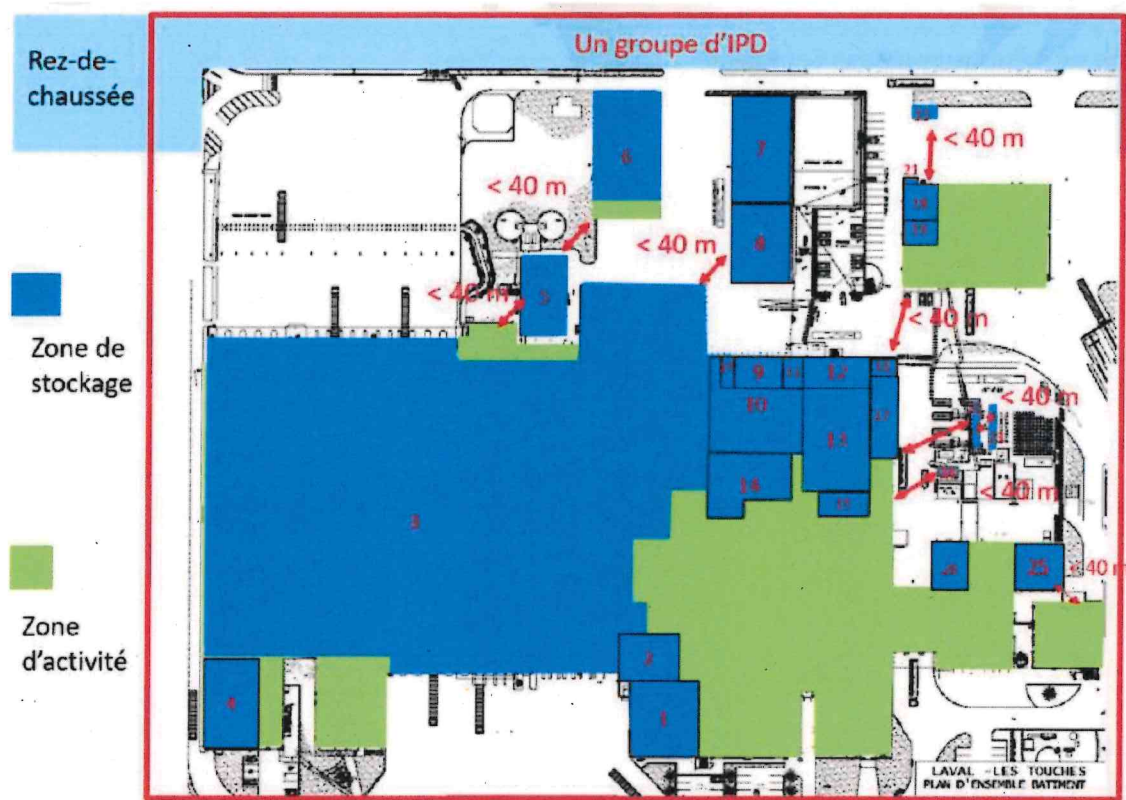


Figure 1 : Vue sur les scénarios à modéliser

Repère_Zone_LNUF